

## CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 6 AVRIL 2007

**Le Conseil des ministres s'est réuni ce matin sous la présidence du Premier ministre, Dr. Navinchandra Ramgoolam, et a, entre autres:-**

1. donné son aval à la présentation à l'Assemblée nationale du *Sexual Offences Bill* qui prévoit:
  - (a) des peines sévères pour divers délits de perversion sexuelle. Le projet de loi accorde une attention particulière aux personnes de moins de 16 ans ainsi qu'aux personnes ayant des liens de proche parenté ou vivant sous le même toit, et les personnes souffrant d'un handicap mental. Des peines plus sévères allant jusqu'à 45 et 60 ans de servitude pénale sont prévues par rapport aux délits impliquant ces catégories de personnes;
  - (b) de nouvelles catégories de délits d'agression sexuelle afin d'inclure divers actes de perversion sexuelle;
  - (c) une nouvelle définition plus élargie du viol;
  - (d) une peine allant jusqu'à 60 ans de servitude pénale pour des délits avec des circonstances aggravantes, par exemple, des viols collectifs, des cas ayant entraîné la mort ou des cas où la victime est une personne particulièrement vulnérable telle qu'une personne attardée mentalement ou enceinte;
  - (e) des délits d'attouchements sexuels, de s'engager dans une activité sexuelle en présence d'un enfant et forçant un enfant à assister à un acte sexuel;
  - (f) le délit de fausse déclaration d'avoir été victime d'un délit sexuel. L'auteur d'un délit sera passible de poursuites dans des cas où il / elle aura pris l'initiative de donner une déposition ou il/elle fait une déposition au cours d'un interrogatoire par la police ou tout autre officier public dans le cadre d'une enquête;
  - (g) un procès pour un délit relevant de la nouvelle loi sera entendu sur une base quotidienne jusqu'à ce que les auditions prennent fin;
  - (h) il ne sera plus possible de divulguer au public, publier ou diffuser sur les ondes l'identité de la victime alléguée d'un délit dans le cadre de cette loi; et
  - (i) la Cour intermédiaire sera investie du pouvoir d'infliger des peines de 45 et 60 ans.

2. pris note que M. Sen Ramsamy sera nommé président du comité tripartite sur la compensation salariale annuelle qui sera connu comme le *National Pay Council*. Des compétences en matière de statistiques, d'économie, de comptabilité ou de finances seront exigées des représentants des travailleurs et des employeurs qui seront appelés à siéger à ce conseil. Cet organisme se réunira chaque trimestre ou plus fréquemment s'il y a lieu.
3. pris note de l'ébauche de l'*Employment Relations Bill* qui remplacera l'*Industrial Relations Act* et de l'*Employment Rights Bill* qui seront circulés parmi toutes les parties concernées pour leurs commentaires. Le but principal de l'*Employment Relations Bill* est de modifier et de consolider la loi concernant les syndicats, les droits fondamentaux des travailleurs et des employeurs, la négociation collective, les litiges industriels et d'autres sujets y relatifs.
4. pris note de l'ébauche pour la politique énergétique pour 2007-2025. Le document, intitulé *Towards a coherent Strategy for the development of the Energy Sector in Mauritius* a été préparé dans le contexte des mesures d'accompagnement attachées à la réforme de l'industrie sucrière comme élaboré dans la *Multi-Annual Adaptation Strategy* (MAAS) 2006-2015. Une des préalables pour le déboursement de la première tranche sous les mesures d'accompagnement établies par l'Union européenne est la soumission d'une ébauche de la politique énergétique pour le pays pour la période 2007-2025.

Les points saillants de cette politique sont :

- (a) de réduire la vulnérabilité de Maurice par rapport à l'importation de carburants et à la volatilité des prix ;
  - (b) de promouvoir la croissance économique et la création d'emploi;
  - (c) de démocratiser la fourniture d'énergie;
  - (d) de veiller à ce que l'énergie soit accessible aux consommateurs à un prix raisonnable; et
  - (e) d'assurer la rentabilité à long terme du secteur énergétique.
5. pris note des retombées de la mission du ministre des Administrations régionales en Nouvelle-Zélande où il a participé à la 4<sup>e</sup> conférence du *Commonwealth Local Government Forum* et à la première réunion exécutive du Conseil d'administration. Le thème de cette conférence était *Delivering Development through Local Leadership*. D'autres sujets importants ont été abordés, notamment mettre en place des communautés régionales prospères, et atteindre les objectifs du millénaire pour le développement et l'accord d'Aberdeen. Suite aux discussions fructueuses, l'accord d'Auckland a été adopté. Les recommandations se rapportent à des sujets importants tels que la décentralisation, la prestation de service pour soutenir le développement local, par rapport aux défis nationaux et internationaux et le renforcement des capacités en matière de leadership local.

A la première réunion exécutive du Conseil d'administration, le ministre des Administrations régionales a été élu pour la deuxième fois vice-Président.

6. pris note de la situation financière critique dans laquelle se trouve *Business Parks of Mauritius Ltd* et agréé que le comité ministériel qui fait le suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport du *Fact Finding Committee*, fasse aussi des propositions pour redresser la situation financière de BPML.
7. agréé que Maurice signe et ratifie la Convention des Nations unies sur les droits des personnes handicapées.

L'objectif de cette Convention est d'assurer que les personnes souffrant de handicaps jouissent pleinement et de manière égale de tous les droits humains et des libertés fondamentales, de promouvoir et protéger ces droits et libertés et de promouvoir le respect de la dignité intrinsèque de ces personnes.

Les principes sur lesquels repose la présente Convention sont:

- (i) le respect de la dignité intrinsèque, de l'autonomie individuelle, y compris la liberté de faire ses propres choix, et de l'indépendance des personnes;
  - (ii) la non-discrimination;
  - (iii) la participation et l'intégration totales et effectives à la société;
  - (iv) le respect de la différence et l'acceptation des personnes handicapées comme faisant partie de la diversité humaine et de l'humanité;
  - (v) l'égalité des chances;
  - (vi) l'accessibilité;
  - (vii) l'égalité entre les hommes et les femmes souffrant de handicaps; et
  - (viii) le respect du développement des capacités de l'enfant handicapé et le respect du droit des enfants handicapés à préserver leur identité.
8. agréé la présentation à l'Assemblée nationale du *Cheshire Foundation Homes for the Sick (Amendment) Bill*. Cette loi prévoit que la Fondation soit connue sous l'appellation de *Leonard Cheshire Mauritius* et définit plus clairement les objectifs et les fonctions de cette Fondation, ainsi que les exemptions de taxes. L'objectif de la Fondation est de promouvoir le bien-être et la réhabilitation des personnes qui :
    - (a) requièrent une attention spéciale à cause d'une incapacité physique ou mentale; et

- (b) sont malades, âgées ou sans ressources ou dans le besoin.

Cela sans tenir compte de leur âge, sexe, couleur ou croyance, que ce soit dans leur milieu domestique ou ailleurs.

Les fonctions de la Fondation seront, par rapport aux bénéficiaires :

- (a) d'assurer qu'ils bénéficient de facilités qui leur permettent de s'engager dans des activités productives ou de recevoir une formation qui peut les rendre aptes à obtenir un emploi rémunéré;
  - (b) de mettre à leur disposition, selon leurs besoins, des facilités d'hébergement, y compris des foyers privés, des appartements ou des chambres; et
  - (c) de promouvoir et de s'engager dans des recherches ou du travail expérimental répondant aux objectifs de la Fondation.
9. passé en revue la situation de l'industrie sidérurgique et, afin de mitiger la pénurie de barres de fer sur le marché local, a agréé:
- (a) la réduction de la taxe, de 30% à 15%, sur l'importation des barres de fer provenant des pays non-COMESA;
  - (b) la libéralisation du prix des barres de fer, importées et produites localement;
  - (c) que le ministère de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce et des Coopératives suive la situation de près pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'abus par les producteurs, les importateurs et les revendeurs, dans lequel cas le contrôle des prix sera imposé à nouveau; et
  - (d) que la Commission pour la démocratisation de l'économie étudie la possibilité d'encourager davantage de compétition dans l'importation de barres de fer.
10. agréé que Maurice procède à la signature du *Southern Indian Ocean Fisheries Agreement* qui assure une protection à long terme et l'utilisation durable de ressources halieutiques et la promotion du développement durable du secteur de la pêche à travers la coopération entre les pays de la région de l'Océan indien.
11. agréé que l'écotourisme et d'autres activités telles que le trekking et les tables d'hôte soient autorisées à l'intérieur des zones louées à bail pour la chasse et la pêche, à condition qu'aucun dégât ne soit causé aux forêts et leurs ressources en eau, cela en conformité avec une gestion durable des forêts. Le but est d'apporter de la valeur ajoutée au tourisme intérieur et à l'écotourisme à Maurice. Cette mesure vise à créer davantage d'opportunités d'emploi.

12. décidé de lever l'interdiction sur l'importation des scooters de mers, cela afin de diversifier les activités touristiques et de permettre la pratique du jet-ski hors du lagon.
13. pris note que le *Tourism Authority Act* sera promulgué pour entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2007. La loi fait provision pour la mise sur pied d'une *Tourism Authority* qui offrira un cadre régulateur plus efficace par rapport aux activités dans le secteur touristique. Cela en vue d'assurer que les normes internationales soient respectées et de soutenir le développement de Maurice comme une destination touristique haut de gamme et sûre.
14. donné son accord à l'importation en quantité limitée de poisson salé *snoek* afin de maintenir l'équilibre entre la protection des consommateurs et le développement des activités industrielles.
15. pris note du projet de jumelage de la ville de Quatre Bornes et la cité de Daqing en la province de Heilongjiang en République populaire de Chine.

Cet accord prévoit:

- (i) des échanges et une coopération entre la ville de Quatre Bornes et la cité de Daqing sous des formes diverses dans les domaines de l'économie, du commerce, de la science et de la technologie, de la culture, de l'éducation, des sports, de la santé, des ressources humaines, etc., cela afin de promouvoir la prospérité et le développement mutuels; et
  - (ii) des contacts réguliers entre les chefs et les départements concernés des deux parties afin de faciliter les consultations sur les échanges et la coopération ainsi que sur des sujets d'intérêt commun.
16. pris note que les frais de visa pour le Royaume-Uni ont été augmentés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007.

La Haute commission britannique a toutefois indiqué que les frais de visa ne s'appliquent pas aux ressortissants mauriciens voyageant vers le Royaume-Uni en tant que visiteurs pour des périodes ne dépassant pas six mois sans permis d'entrée préalable.

Vu que les frais pour des entrées multiples du visa étudiant augmentent par 16,45%, c'est-à-dire passant de Rs. 5 530 à Rs. 6 640, notre mission à Londres a été chargée de reprendre la question avec les autorités britanniques appropriées pour faire une dérogation ou au moins maintenir les frais de visa actuels de nos étudiants, cela afin d'alléger le fardeau financier des étudiants mauriciens se rendant au Royaume-Uni.

17. pris note des retombées de la mission, du 28 au 31 mars 2007, du vice-Premier ministre et ministre du Tourisme, des Loisirs et des Communications extérieures à l'île de La Réunion. Les principaux objectifs de la visite étaient:
- (a) de renouveler les contacts avec les tour-opérateurs et les agents de voyage à La Réunion en vue de consolider la récente tendance à la hausse des arrivées touristiques de La Réunion vu que l'île est essentiellement un marché saisonnier;
  - (b) d'explorer la possibilité d'organiser des campagnes de promotion conjointes qui seraient à l'avantage des deux destinations; et
  - (c) de visiter des sites touristiques potentiels pour le développement et la gestion par des entrepreneurs mauriciens, cela afin de dégager des opportunités pour la création de deux centres de vacances, impliquant Maurice/Rodrigues et La Réunion.

En marge de cette visite, la *Mauritius Tourism Promotion Authority* avait organisé, en collaboration avec Air Mauritius et Air Austral, deux ateliers de travail à St Denis et à St Pierre respectivement, en vue de:

- (a) susciter la confiance parmi les tour-opérateurs et les agents de voyage à l'île de La Réunion ;
- (b) rassurer la population réunionnaise qu'elle est la bienvenue à Maurice malgré la récente crise de Chikungunya à l'île sœur; et
- (c) discuter des besoins de l'industrie touristique en terme de marketing de la destination.

Durant sa visite, le ministre a eu des réunions avec M. Jean Paul Virapoullé, le Sénateur Maire de St André, M. Paul Vergès, Président du Conseil Régional, M. Marcionni, Préfet de La Réunion, M. Pierre Yves Maureau, Président de Syndicat National des Agences de Voyage, M. Jean Marie Virapoullé, président de la Communauté Intercommunale Réunion Est (CIREST) et avec M. René Paul Victoria, Député Maire de St Denis et MM. Michel Fontaine et Didier Robert, Maires de St Pierre et du Tampon respectivement.

18. pris note des retombées de la mission du vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Développement économique en Afrique du Sud où il a participé au *China-India-Brazil-Africa (CIBA) Business Forum*, organisé par le *Commonwealth Business Council* et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement avec le soutien du gouvernement de Western Cape et de la mission de promotion de l'investissement du *Board of Investment*.

Le thème du forum était *The New South-South Imperative: CIBA nations leading the way*. Lors de son allocution, le vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Développement économique a mis l'accent sur la nécessité pour l'Afrique d'accélérer l'intégration régionale, de diminuer les barrières du commerce et de l'investissement et de mobiliser l'assistance provenant du Nord.

En marge du Forum, il a rencontré la baronne Lynda Chalker de l'*Africa Matters Ltd* et le Dr. Mohan Kaul, directeur général du *Commonwealth Business Council* avec qui il a eu des discussions sur, entre autres, l'importance de l'aide de commerce avec les partenaires européens et américains afin de soutenir la transition de Maurice vers une économie ouverte.

19. pris note des retombées de la mission, du 14 au 16 mars 2007, du ministre de la Santé et de la Qualité de la Vie à Arusha, en Tanzanie, où il a participé à la 44<sup>e</sup> *East, Central and South African (ECSA) Health Ministers' Conference*. Le thème de la conférence était *Scaling up cost effective interventions to attain the Millennium Development Goals in East, Central and Southern Africa*.

Lors de la conférence, 12 résolutions ont été adoptées. Elles ont trait, entre autres, à:

- (i) la santé maternelle/reproductive ainsi que celle du nouveau-né et de l'enfant;
  - (ii) l'augmentation d'interventions de manière optimale par rapport au contrôle de la malaria en Afrique orientale, centrale et australe;
  - (iii) le VIH/Sida et la tuberculose;
  - (iv) le contrôle du diabète;
  - (v) l'optimisation de la performance des systèmes de santé pour accélérer la concrétisation des objectifs de développement du millénaire en Afrique orientale, centrale et australe;
  - (vi) les ressources humaines pour la santé; et
  - (vii) la grippe aviaire.
20. pris note des retombées de la mission du ministre de la Technologie informatique et des Télécommunications à New Delhi où il a participé au *Commonwealth Connects International e-Partnership Summit* qui s'est tenu les 23 et 24 mars 2007.

Le thème central de ce sommet était *From Digital Divide to Digital Opportunities: Realising the Objectives of Commonwealth Connects: Perspectives, Policies, Priorities, Targets and Achievements*. Le sommet a offert de nouvelles opportunités à Maurice pour se faire connaître comme un tremplin en matière des TIC pour accéder à l'Afrique.

En marge du sommet, le ministre a rencontré M. D. Maran, ministre indien de la Communication et de la Technologie informatique, ainsi que des hauts officiels d'institutions et de compagnies de renom, avec lesquelles il a discuté des sphères probables de coopération en matière des TIC.

21. pris note de la reconstitution du Conseil d'administration de la *St Andrew's College Foundation*, avec M. John Leung Yinko comme président.

*6 avril 2007*

*Government Information Service  
Prime Minister's Office  
Port Louis*